

SECRETARIAT GENERAL

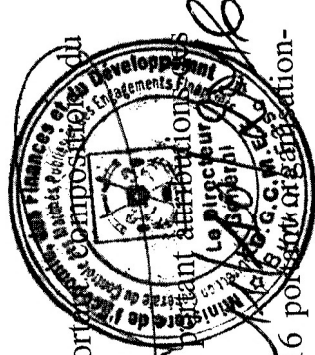
DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES PROJETS ET PROGRAMMES

Arrêté N°2016 345 /MINEFID/SG/DGESS/DCPP portant
création, attributions, composition et fonctionnement du Comité de
Pilotage du Projet Gouvernance Economique et de Participation
Citoyenne (PGEPC).

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- VISAUF n° 08044*
- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n°2016-001/PRES du 06 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n° 2016-003/PRES/PM du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2016-027/PRES/PM/SGG-CM du 23 février 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n° 2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007, portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso ;
- Vu le Décret n° 2007-777/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007, portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie B ;
- Vu l'Arrêté n°2016- 0327 /MNEFID/SG/DGESS/DCPP du 20 septembre 2016 portant création, objet, classification, administration et fonctionnement du Comité de Pilotage du Projet Gouvernance Economique et de Participation Citoyenne (PGEPC).



ARRETE

CHAPITRE I : CREATION

Article 1 :

Il est créé un Comité de Pilotage du Projet Gouvernance Economique et de Participation Citoyenne (PGEPC), conformément à l'article 12 du décret 2007-775/PRES/PM/ MEF du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso.

CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS ET COMPOSITION

Article 2 :

Le Comité de pilotage est l'organe chargé de déterminer les grandes orientations du projet et de superviser sa mise en œuvre. A ce titre, il est chargé notamment de :

- veiller à une bonne intégration du projet et son adéquation par rapport aux politiques nationales ;
- de veiller au suivi de la mise en œuvre effective et efficace de l'Accord de Financement signé entre le Burkina Faso et l'IDA ;
- examiner et approuver les plans de travail et les budgets annuels ;
- superviser l'exécution et l'évaluation du projet ;
- examiner les plans de passation des marchés ;
- d'approuver les dossiers de financement éligibles à la composante 3 Fonds d'intervention rapide ;
- examiner et approuver les programmes d'activités ;
- examiner et approuver les rapports d'activités et financiers périodiques ;
- examiner et approuver les différents rapports d'audits ;
- fournir des recommandations à l'attention du coordonnateur du projet et de tout partenaire intervenant dans l'exécution du projet ;
- apprécier les performances du coordonnateur du projet conformément à son contrat de travail ;
- d'examiner tout dossier soumis à son appréciation.

Article 3:

Le Comité de pilotage du Projet PGEPC est composé ainsi qu'il suit :

Président :

Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ou toute autre personne désignée par l'autorité habilitée ;

Membres statutaires :

- 1- le Directeur Général de la Coopération ou son représentant ;
- 2- le Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles du MINEFID, ou son représentant ;
- 3- le Directeur Général du Budget ou son représentant ;
- 4- le Directeur Général de l'Economie et de la Planification ou son représentant ;
- 5- le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique ou son représentant ;
- 6- le Directeur Général de la Douane ou son représentant ;
- 7- le Directeur Général des impôts ou son représentant ;
- 8- le Directeur Général des Services Informatiques ou son représentant ;
- 9- le Directeur Exécutif du Réseau de Lutte Anti-Corruption ou son représentant ;
- 10- un représentant de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique;
- 11- un représentant de l'Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption ;
- 12- un représentant du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation;

- 13- un représentant du Ministère de la Santé;
- 14- un représentant du Centre d'Information, de formation et d'Etudes sur le Budget;
- 15- un représentant de la Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile ;
- 16- un représentant de la Direction de la Coordination des Projets et Programmes de la DGESS du MINEFID.

Conformément à l'article 19 de la réglementation générale des projets et programmes de développement, le secrétariat du comité de pilotage est assuré par le Coordonnateur du projet.

Le Comité de pilotage peut inviter toute personne physique ou morale dont l'avis est susceptible d'éclairer les débats, à participer à la session.

CHAPITRE III : FONCTIONNEMENT

Article 4 : Le Comité de pilotage se réunit deux (02) fois par an en session ordinaire, soit une (01) fois par semestre, sur convocation de son Président. L'ordre du jour et le lieu de la session ainsi que les documents y afférents sont communiqués aux membres quinze (15) jours avant sa tenue. Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

Article 5 : Le Comité de pilotage peut valablement délibérer lorsque deux tiers (2/3) de ses membres sont présents.

Article 6 : Le Comité de pilotage délibère sur les points de l'ordre du jour de chaque session.

Les délibérations du Comité de pilotage sont adoptées à la majorité simple ; en cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations sont consignées dans des comptes rendus signés par le Président et le Rapporteur du comité de pilotage.

Article 7 : Les membres du Comité de pilotage perçoivent des frais de session conformément à la réglementation en vigueur.

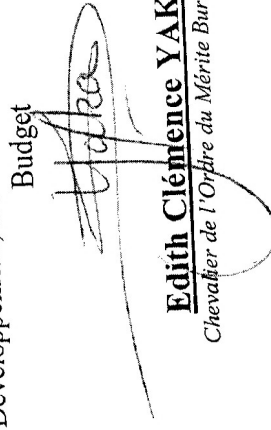
Article 8 : Les activités du Comité de pilotage prennent fin à la clôture du projet.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

Article 9 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal Officiel du Burkina Faso.

Ouagadougou, le

Pour le Ministre de l'Economie, des Finances et du
Développement, le Ministre Délégué Chargé du
Budget



Edith Clémence YAKA
Chevalier de l'Ordre du Mérite Burkinabè

Ampliations :

- SG
- DGESS
- Président du COPIL
- Projet PGEPC
- Journal Officiel
- Toute structure membre
- Chrono